

France de son triple A

Jean-Luc Gaffard, économiste : « Un risque de renchérissement du coût du crédit »

Directeur du département de recherche sur l'innovation et la concurrence de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Jean-Luc Gaffard est également professeur à l'Université de Nice Sophia-Antipolis et à Skema Business School.

Quelle conséquence a cette dégradation pour l'économie française ?

Elle renchérit le coût des emprunts publics sur les marchés et donc à terme la charge de la dette avec pour conséquence de creuser le déficit public. Mais il est probable que les opérateurs aient anticipé cela et que les taux d'intérêt sur la dette publique française avaient déjà augmenté ces dernières semaines. Il n'y a donc pas d'effet immédiat à en attendre.

Le faible repli de la bourse de Paris à cette annonce vous étonne-t-il ?

Non car cette dégradation était attendue, le gouvernement et les

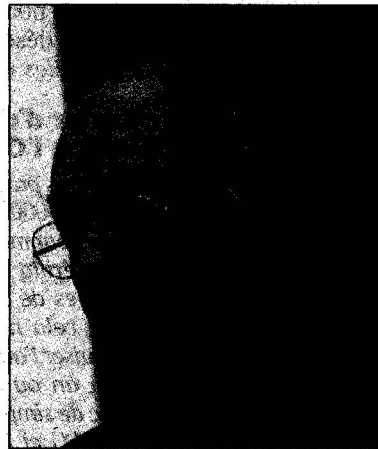
marchés s'y étaient préparés.

Quelle garantie apportait ce triple A à l'économie française ?

De meilleures conditions de prêts pour les investissements publics. Mais la vraie question n'est pas là. Est-il opportun que les agences de notation notent les Etats ? Elles ne le faisaient pas jusqu'à il y a 20 ans. Le problème majeur réside dans la détention d'une grande partie de la dette publique par des résidents étrangers ce qui fait la différence avec le Japon notamment parce que les contribuables qui auront à rembourser la dette ne sont pas les créanciers détenteurs de la dette qu'il faudra rembourser.

Quel impact peut avoir cette dégradation sur le porte-monnaie des Français ?

Dans l'immédiat, pas grand-chose. Mais actuellement le circuit bancaire fonctionne de moins en moins bien et il y a à moyen terme un risque de renchérissement possible du



« La politique d'austérité budgétaire généralisée en Europe est plus préoccupante que la dégradation de la note en soi. »

(DR)

coût du crédit pour les ménages et les entreprises.

Les autres agences de notation vont-elles suivre Standard & Poor's ?

L'agence Fitch a déclaré il y a quelques jours qu'elle ne

dégraderait pas la note de la France pour toute l'année 2012. Ce qui est d'ailleurs assez curieux pour des gens qui sont attachés à la conjoncture et vous expliquent avec douze mois d'avance ce qu'ils vont faire... Je pense toutefois qu'au-delà de ces jeux curieux, les autres agences vont suivre Standard & Poor's.

Que doit faire la France pour retrouver sa note maximale ?

Les agences réclament l'austérité budgétaire tout en considérant qu'elle va échouer en pénalisant la croissance... Alors que faire ? En fait, la politique d'austérité budgétaire généralisée en Europe est plus préoccupante que la dégradation de la note en soi. Cette folle politique va conduire à une récession très grave. La perte du triple A est bien la conséquence de cette politique catastrophique et tout le reste ce n'est que du discours pour amuser le tapis.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTIAN HUALUT

L'Allemagne épargnée

L'agence de notation Standard & Poor's a dégradé hier de deux cran les notes souveraines du Portugal, de l'Italie, de l'Espagne et de Chypre. S&P a aussi baissé d'un cran les notes de la Slovaquie, de la Slovénie et de Malte.

Les Pays-Bas, l'Allemagne, le Luxembourg et la Finlande, qui bénéficient de la note la plus élevée, le « triple A », sont épargnées. La note de la France a été dégradée d'un cran, de AAA à AA+ — avec un risque sur trois que celle-ci soit de nouveau dégradée en 2012 ou 2013 — de même que celle de l'Autriche.

Conséquence de ces dégradations en séries, l'euro a chuté lourdement face au dollar, tombant hier à son plus bas niveau depuis août 2010 à 1,2638 dollar.